

Une proposition inacceptable de rendre permanent le cannibalisme subventionné au détriment des régions centrales

Lévis, le mardi 11 décembre 2007 – *« Cela fait sept ans que les PME manufacturières des régions centrales du Québec meurent à petit feu à cause de la guerre de prix sans merci que leur livrent les régions ressources à grand coups de subventions de Québec. Pour notre part, il n'y aura jamais de pacte d'avenir tant qu'il y aura de la concurrence déloyale »*. C'est en ces termes que Jacques Blouin, président de la **Coalition des régions pour l'entraide économique équitable (CREÉE)**, a réagi à la sortie faite aujourd'hui par la nouvelle « Coalition des régions ressources » qui réclame notamment le maintien du découpage discriminatoire entre régions et le caractère permanent du programme malavisé actuel.

Pour la CREÉE, les demandes faites aujourd'hui visent à maintenir coûte que coûte les privilèges acquis des régions ressources, peu importe les impacts négatifs avérés auprès des autres régions. *« Le maintien du découpage actuel serait une pure aberration : pourquoi Trois-Rivières continuerait de faire partie des régions privilégiées, mais pas Bécancour, L'Assomption ou Thetford Mines? »*, a souligné M. Blouin.

Quant aux crédits d'impôts sur la masse salariale, cette mesure est l'une des principales causes de concurrence déloyale : *« Dans l'optique d'éliminer le cannibalisme, on voit difficilement comment cette mesure pourrait être maintenue : la solution consiste davantage à la remplacer par un crédit à l'investissement. De cette manière, les régions en difficulté ne pourraient pas couper les prix ou voler de la main d'œuvre aux autres régions, tout en profitant d'un gros coup de pouce »*, de déclarer M. Blouin.

La CREÉE accueille positivement la reconnaissance, par les régions ressources, du phénomène « de prédation » des régions centrales – une réalité devenue incontestable -- mais du même souffle, dénonce le manque de cohérence entre cette reconnaissance et les demandes faites : *« On dit en somme que c'est bien dommage que les régions centrales souffrent, mais que ça devrait continuer ainsi... voilà une position aussi ridicule qu'insultante »*, de souligner le président.

Devant un tel déploiement des CRÉ des régions ressources, la CREÉE entend solliciter activement, au cours des prochains jours, les CRÉ des régions centrales afin qu'elles se mobilisent elles aussi au même degré. *« Ce sont nous, les PME des régions centrales, qui sommes victimes de ce programme malavisé, et ce sont les CRÉ des régions ressources qui se mobilisent le plus. Je crois qu'il est grand temps que les CRÉ des régions centrales en fassent autant et réagissent sérieusement à la très grande menace de voir le cannibalisme d'État perdurer pendant une autre décennie »*, de conclure M. Blouin.

Pour créer de la vraie richesse, une Charte d'entraide équitable des régions

Issue de la mobilisation grandissante d'entreprises et de groupes victimes des programmes malavisés de Québec et fort de l'appui d'une quarantaine de CLD, SDE et autres groupes économiques, la CREÉE mène plusieurs activités de front pour rallier les Québécois à la vision rassembleuse de l'entraide équitable. Tous les groupes, entreprises, municipalités et particuliers qui souhaitent adhérer à la CREÉE peuvent le faire sur le site Internet de l'organisme, au www.entraideequitable.com.